

**Service Eau, Biodiversité et Risques
Gestion des procédures environnementales**

ARRÊTÉ DU 12 JUIL. 2024
**PORTANT MISE EN DEMEURE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**SCEA MORIO ET FILS
« Cranhouët » - 56420 CRUGUEL**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V (parties législative et réglementaire) et la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant monsieur Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 2013 relatif au programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, renforcé par l'arrêté du 2 août 2018 ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin Loire Bretagne sur la période 2022-2027 ;

Vu la lettre instruction du préfet de Région du 30 novembre 2010 modifiée ;

Vu l'arrêté d'autorisation délivré le 11 juillet 2018 au GAEC MORIO ET FILS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Cranhouët » 56420 Cruguel, pour l'exploitation, à cette adresse, d'un élevage de porcs comportant 555 porcs reproducteurs, 75 cochettes, 6 562 porcs à l'engrais et 2 088 porcelets, soit 8 720 animaux équivalents ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires délivré le 23 juin 2022 au GAEC MORIO ET FILS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Cranhouët » 56420 Cruguel, pour l'exploitation, à cette adresse, d'un élevage de porcs comportant 7 402 emplacements porcs à l'engrais, 555 reproducteurs, 2 342 porcelets et 75 cochettes, soit 2 208 animaux équivalents ;

Vu le récépissé de déclaration de succession délivré le 15 septembre 2022 à la SCEA MORIO ET FILS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Cranhouët » 56420 Cruguel, pour l'exploitation, à cette adresse, d'un élevage de porcs comportant 7 402 emplacements porcs à l'engrais, 555 reproducteurs, 2 342 porcelets et 75 cochettes, soit 2 208 animaux équivalents ;

Vu la visite de l'inspecteur de l'environnement effectuée le 14 mai 2024, dans le cadre de la programmation des contrôles triennaux obligatoires pour les exploitations relevant du régime de l'autorisation ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet d'arrêté de mise en demeure notifiés le 17 juin 2024 à la SCEA MORIO ET FILS par courrier recommandé avec accusé réception ;

Vu l'absence de réponse de la SCEA MORIO ET FILS à la transmission des courrier, rapport et projet d'arrêté susvisés ;

Considérant que lors de la visite du 14 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de couverture pour deux fosses servant de stockage à lisier ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 42 de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié susvisé :

« I.- L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R.515-71 du code de l'environnement au plus tard :

-le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;

-le 21 février 2019 pour les autres installations.

À cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (<http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/>) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.

L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.

II.-Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. »

- Extrait de la MTD 16 relative aux émissions dues au stockage du lisier :

« Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

a) Conception et gestion appropriées de la fosse à lisier, par une combinaison des techniques suivantes : réduction du rapport entre la surface d'émission et le volume de la fosse à lisier ; réduire la vitesse du vent et les échanges d'air à la surface du lisier en maintenant un plus faible niveau de remplissage de la fosse ; réduire le plus possible l'agitation du lisier.

b) Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes : couverture rigide ; couvertures souples ; couvertures flottantes, telles que balles en plastique, matériaux légers en vrac, couvertures souples flottantes, plaques géométriques en plastique, couvertures gonflables, croûte naturelle, paille.

c) Acidification du lisier. »

Considérant que les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 ne sont pas garantis dans les conditions d'exploitation actuelles ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCEA MORIO ET FILS de respecter les dispositions de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – La SCEA MORIO ET FILS, dont le siège social se situe au lieu-dit « Cranhouët » 56420 Cruguel, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 42 de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié susvisé :

- en couvrant les fosses à lisier par une des techniques autorisées à l'article 42 ou en désaffectant les fosses non couvertes.

Les éléments permettant de justifier du retour à la conformité **devront être transmis dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté** au service environnement de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Morbihan (D.D.P.P) 32 boulevard de la Résistance – BP 92526 – 56000 VANNES.

ARTICLE 2 – En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

ARTICLE 3 – En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État du Morbihan pendant une durée minimale de 2 mois.

ARTICLE 4 – Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de RENNES – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès leur notification à la SCEA MORIO ET FILS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Cranhouët » 56420 Cruguel.

ARTICLE 6 – Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan et le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le

12 JUL. 2024

Le préfet,

Pour le préfet, par délégation,
La secrétaire générale adjointe.



Marie WENCKER

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de Cruguel
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- SCEA MORIO ET FILS, « Cranhouët » 56420 Cruguel